

Le projet hydroélectrique de Tenosique (Mexique-Guatemala) Barrage global et gouvernance locale, quelles perspectives ?

Ariane de Palacio

Number 7, Special, juin 2010

La gouvernance de l'eau dans les Amériques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/044529ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Éditions en environnement VertigO
Université du Québec à Montréal

ISSN

1492-8442 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

de Palacio, A. (2010). Le projet hydroélectrique de Tenosique (Mexique-Guatemala) : barrage global et gouvernance locale, quelles perspectives ? *[VertigO] La revue électronique en sciences de l'environnement*, (7).

Article abstract

The Usumacinta watershed, the 6th largest river and second tropical rainforest in Latin America, as well as the cradle of the Mayan civilization. Thanks to the building of five large dams, the important project of Tenosique-Boca del Cerro aims to develop the hydroelectric potential of the mesoamerican region, an area of numerous and contradictory stakes, and high potential of conflict: economically (oil, forest and water resources), environmentally (patrimony and conservation), as well as a strong political and territorial conflict (out of control border, zapatist guerilla, tense diplomatic relations). As a territorial pivot, this project implies some essential questions, such as the governance of this process in a context of relative democratization, as well as the difficulty of the implementation of Sustainable Development principles. This article gives a geographical approach of these issues, by analysing the territorial logics and strategies which have been used for 50 years about these potential dams: in 2008, for the fifth time, the mexican government announced a revival of the project.

LE PROJET HYDROELECTRIQUE DE TENOSIQUE (MEXIQUE-GUATEMALA) : barrage global et gouvernance locale, quelles perspectives ?

Ariane de Palacio, Candidate au doctorat de Géographie, Université Laval, Québec, Canada. 912, rue Berthelot, Québec G1R3E9, courriel : ariane.de-palacio.1@ulaval.ca

Résumé : Le projet de Tenosique-Boca del Cerro consiste en un important complexe de barrages qui viendrait mettre en valeur le potentiel hydroélectrique de l'Usumacinta, sixième fleuve latino-américain en terme de débit, et berceau de la civilisation Maya et de la plus grande forêt équatoriale au nord de l'Amazonie. Entre un potentiel économique fort (ressources pétrolières et forestières, potentiel hydroélectrique), un aspect patrimonial essentiel (sites archéologiques, conservation de la forêt) et une tension politique importante (frontière cruciale et mal contrôlée, guérilla zapatiste, relations diplomatiques tendues entre les deux pays), le projet de Tenosique-Boca del Cerro est au cœur des enjeux et des contradictions qui caractérisent la région. Haut lieu territorial, la question des modes de gouvernance et de l'application des principes du développement durable qui s'y appliquent est essentielle, car elle aborde celle, plus large, de la démocratisation du Mexique et du Guatemala. Abordé sous un angle géographique, le projet est ici envisagé sous l'angle des logiques territoriales qui sous-tendent le débat qui l'entourent depuis sa première version, dans les années 1960 : en 2008, et pour la cinquième fois, le Mexique annonce une reprise du processus et annonçait une mise en service en 2017.

Mots-clefs : territoire, barrage, hydroélectricité, gouvernance, conflit, environnement

Abstract: The Usumacinta watershed, the 6th largest river and second tropical rainforest in Latin America, as well as the cradle of the Mayan civilization. Thanks to the building of five large dams, the important project of Tenosique-Boca del Cerro aims to develop the hydroelectric potential of the mesoamerican region, an area of numerous and contradictory stakes, and high potential of conflict: economically (oil, forest and water resources), environmentally (patrimony and conservation), as well as a strong political and territorial conflict (out of control border, zapatist guerilla, tense diplomatic relations). As a territorial pivot, this project implies some essential questions, such as the governance of this process in a context of relative democratization, as well as the difficulty of the implementation of Sustainable Development principles. This article gives a geographical approach of these issues, by analysing the territorial logics and strategies which have been used for 50 years about these potential dams: in 2008, for the fifth time, the mexican government announced a revival of the project.

Keywords: territory, hydroelectricity, dams, governance, conflict, environment

Introduction

La question des grands barrages¹ constitue, depuis les années 1980, un thème majeur des études sur le

développement et l'environnement. Objets d'une controverse aujourd'hui générale, globale, ces ouvrages considérables impliquent de profonds bouleversements au niveau local. Le grand barrage constitue un fait « géographique » total, pour paraphraser le concept maussien de fait social total. Il répond en effet aux quatre caractéristiques spécifiques du fait social (généralité,

¹ La définition d'un grand barrage comporte plusieurs critères définis par la Commission Internationale des Grands Barrages (CIGB) : la hauteur de l'ouvrage et la taille

Référence électronique

Ariane de Palacio, 2010, « Le projet hydroélectrique de Tenosique (Mexique-Guatemala) : barrage global et gouvernance locale, quelles perspectives ? », VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, Hors série 7, [En ligne] URL : <http://vertigo.revues.org/9688>

du réservoir. On considère alors comme entrant dans cette catégorie les constructions de plus de 15m de haut, et celles, entre 5 et 15m, dont le réservoir est supérieur à 3 millions de m³

extériorité, coercition et historicité)² décrites par Durkheim et reprises par Dubar (1969), appliquées non plus au groupe social mais au territoire où le phénomène intervient. De plus, il mobilise l'ensemble des institutions sociales (politique, économique, historique, cosmogonique) et cristallise des problématiques économiques, culturelles, sociales et environnementales: il est « total ». Aussi, le barrage exprime la complexité des réalités qui le composent, et constitue un point chaud territorial, un haut lieu à travers lequel l'observateur peut dégager les dynamiques et les structures de la gouvernance environnementale et territoriale. Cet article s'attachera à mettre en avant les enjeux territoriaux du barrage, ainsi que de poser la question de ses perspectives. Nous résumerons d'abord l'histoire de du projet de Tenosique-Boca del Cerro depuis les années 1960. Dans une seconde partie, nous tenterons de dresser le portrait des nombreux enjeux liés à la construction d'un complexe hydroélectrique sur l'Usumacinta, pour, dans un troisième temps, en dégager la structure et les dynamiques territoriales. Nous concluerons enfin sur la situation d'impasse, de « panne de gouvernance » dans laquelle se trouve le processus, ainsi que sur la nécessité de mettre en place une gouvernance pertinente dans la perspective d'un règlement durable du conflit.

Le barrage est mort, vive le barrage ! : mise en contexte de 50 ans de projets.

1960-80 : le barrage, catalyseur de la colonisation du sud mexicain

García García (2005) distingue deux grands moments dans l'histoire de la gestion des ressources hydriques au Mexique, dont la charnière se situe à la libéralisation économique du début des années 80 et dont le projet de Tenosique-Boca del Cerro illustre bien la dynamique. Le premier moment (de 1917 jusque dans les années 1970) est une période de construction à tous points de vue. Le

² La construction d'un barrage hydroélectrique présente des similitudes dans ses différentes réalisations et ses différents contextes (le fait est généralisable); elle est décidée et planifiée de manière exogène au territoire qu'elle affecte (extériorité); elle est imposée de manière univoque (coercition); elle jouit d'une épaisseur historique (l'histoire des grands barrages s'inscrit dans celle des grands chantiers hydrauliques depuis 5000 ans).

Mexique moderne se constitue, définit des objectifs, s'organise tout au long de cette cinquantaine d'années comme un État centralisé, autoritaire et bureaucratique. L'eau y est considérée comme un moteur de développement, de modernisation. Elle est alors envisagée sous deux axes : le premier est agricole (la gestion des ressources hydriques est assumée par le ministère de l'Agriculture jusqu'en 2000), sous la forme du développement de l'irrigation et de la colonisation agricole. Le second est hydroélectrique, avec la construction de grands barrages : c'est l'ère de l'État hydraulique qui s'inscrit dans un fédéralisme paternaliste et autoritaire (Caire Martinez, 2005). Il faut attendre les années 1960 pour que le Mexique s'intéresse au potentiel hydroélectrique des états du Sud, particulièrement le Chiapas. Manuel Ávila Camacho, alors président, impulsa un vaste plan d'industrialisation national pour lequel il souhaitait mettre à profit la puissance des deux principaux fleuves de cette région, l'Usumacinta et le Grijalva.

Le premier projet de grand barrage au lieu-dit Boca del Cerro, près de la municipalité de Tenosique (Tabasco), participait de cette dynamique. Cependant, ce premier projet impliquait l'inondation de près de 700 km² de terres guatémaltèques, et suscita l'opposition du Guatemala. Les deux pays, en froid diplomatique³, ne parvinrent pas à trouver de terrain d'entente, et le projet fut suspendu.

1979-2002 : le virage libéral

Le second moment dans la gestion des ressources hydriques au Mexique décrit par García García débute dans les années 1980, et marque un changement de dynamique. En effet, si la première période avait été placée sous le signe de l'isolationnisme, la seconde le sera sous celui de l'ouverture. Le contexte politique est à la libéralisation. La crise financière de 1982 met le pays sous tutelle des organismes internationaux qui imposent des changements structurels lourds, axés autour de l'indépendance de la gestion de l'eau et de la décentralisation. Ces ajustements structurels se traduisirent au Mexique par une déconcentration administrative où le niveau fédéral conserve le pouvoir décisionnel.

³ Les deux pays sont en froid diplomatique depuis 1882, année où le Guatemala abandonne ses revendications territoriales sur l'État du Chiapas et où la frontière définitive est définie.

En 1979, le projet de barrage de Tenosique-Boca del Cerro est reconsidéré. En 1985, remanié et redéfini, il est constitué de cinq barrages de taille moyenne à grande (dont le principal reste Boca del Cerro) produisant jusqu'à 4200 MW, et inondant approximativement 700 km². Se verraient ainsi engloutis des sites tels que Piedras Negras ou Yaxchilan, ainsi que de vastes étendues de forêt, dont une partie de la réserve de la Biosphère de la Sierra Lacandón, au Guatemala. En 1986, sous l'impulsion d'archéologues et d'intellectuels de renom, un réseau de protestation se met en place, le *Grupo de los cien*, ou « groupe des cent », qui fait appel aux chefs des deux gouvernements concernés pour suspendre le projet. Vinicio Cerezo Arevalo, président guatémaltèque, inquiet d'une possible dépendance vis-à-vis du Mexique et déjà aux prises avec une guérilla très hostile à l'idée d'un chantier de cette envergure sur son territoire, annule la construction.

De 1990 à 1992, sous la présidence mexicaine de Carlos Salinas de Gortari, la CFE (Comisión Federal de Electricidad) commanda plusieurs études de faisabilité du projet abandonné un an plus tôt, dont les conclusions déconseillaient la mise en œuvre du processus. L'ingénieur en charge, Manuel Rubio, fut congédié à la suite d'une indiscrétion à la presse, et le projet fut relancé. Le contexte de cette 3e réactivation du projet Tenosique-Boca del Cerro est marqué par deux éléments décisifs. Tout d'abord, ce projet s'insère dans le vaste chantier du système d'interconnexion électrique pour les pays d'Amérique centrale (SIEPAC), un projet de création d'un réseau unique, libéralisé et unifié. Les objectifs en sont la création d'un marché compétitif, l'exploitation d'un potentiel hydroélectrique majeur et l'attraction d'investissements étrangers dans le secteur industriel. Le SIEPAC représente en outre, pour le Mexique, l'occasion d'une prise de contrôle du marché énergétique centraméricain, et de l'affirmation de sa position de leader, stratégie qui trouve sa continuité dans la promotion du Plan Puebla-Panamá (PPP)⁴, et dont le SIEPAC constitue un des volets majeurs

⁴ Le Plan Puebla-Panamá (PPP) est un processus d'intégration régionale de la région mésoaméricaine (qui correspond à la zone du Sud et Sud-Est mexicain et aux pays d'Amérique centrale) qui fut proposé par le président mexicain Vicente Fox en 2001. Il trouve sa continuité aujourd'hui dans le Proyecto Mesoamérica (<http://www.proyectomesoamerica.org/>)

(Barreda, 2006)⁵. Ensuite, la réactivation du projet de barrage est concomitante de l'exploration et de la mise en exploitation de gisements pétroliers et gaziers dans le haut bassin du fleuve, au Mexique comme au Guatemala. La partie basse et l'embouchure étant déjà exploitées par PEMEX, entreprise pétrolière mexicaine, l'intérêt se porta sur ces nouvelles opportunités, et PEMEX étendit son champ d'action à la région du haut Usumacinta (au Mexique, mais aussi au Guatemala). Cependant, la production électrique du pays plafonne et le Nord, lui-même faisant face à de sérieux défis énergétiques, ne peut satisfaire à la demande générée par l'accroissement des activités industrielles dans le Sud : la mise en valeur des ressources hydroélectriques du Sud s'impose alors comme la condition au développement de la région.

Ce quatrième temps du projet échoue face à plusieurs obstacles, dont le principal est le désaccord du Guatemala, qui ne consent pas à abandonner une partie du département du Petén aux eaux mexicaines, et a toujours maille à partir avec l'ingouvernabilité du Nord du pays. Le *Grupo de los Cien*, toujours actif, menace alors d'une campagne internationale, et les communautés paysannes affectées commencent à s'organiser en réseaux. En 1992, le projet est abandonné par le président Carlos Salinas de Gortari.

2002-2017 : Quel avenir pour le barrage ?

En 2002, le projet est réactivé, cette fois-ci dans le cadre du Plan Puebla-Panamá, dont le SIEPAC constitue le volet énergétique. Le projet est voulu plus consensuel et acceptable, et délaisse la terminologie de barrage pour celle de « mise à profit du débit du fleuve » (Amezcuza et al., 2007). Il garde la forme d'un complexe de cinq barrages, mais est revu à la baisse, avec une capacité d'environ 1100 MW et une superficie inondée de taille réduite⁶. Le 28 juin

⁵ Le SIEPAC s'appuie sur une interconnexion des systèmes de distribution, ainsi que sur une augmentation des capacités de production reposant sur la construction de plusieurs barrages hydroélectriques, dont au moins deux au Chiapas (complexe de Tenosique et projet de Copainalá).

⁶ De réelles études prospectives sur l'impact de ce projet n'ont pas été menées pour sa totalité : seul le site principal de Tenosique, le plus en aval, a fait l'objet d'un calcul de zones potentiellement inondées. Pour lui seul, cette

2002, lors d'un sommet à Mérida, les chefs des gouvernements mexicain et guatémaltèque, Alfonso Portillo et Vicente Fox, signent l'accord qui entérine la décision de construire le complexe de Tenosique-Boca del Cerro. Cependant, cette union fut plus subie que voulue par le Guatemala qui « cède » en 2003 aux arguments conservationnistes : entre informations contradictoires et rumeurs, le projet fut finalement de nouveau mis de côté. Ce dernier pays se tourne alors vers une mise en valeur de l'amont du bassin, notamment avec le projet de Xalala, un choix qui obéit à un double objectif de développement économique et de sécurisation de la ressource hydroélectrique face au Mexique.

Le projet a été réactivé en 2008, selon le Secrétariat mexicain à l'Énergie. Le SIEPAC, malgré les difficultés de la mise en place du PPP, sera définitivement terminé en 2010, et l'intégration énergétique centraméricaine suit son cours. Il est intégré dans une campagne de construction de plusieurs barrages dans le Sud mexicain, qui compte deux complexes majeurs (Tenosique, le plus grand, et Copainalá, sur le haut Grijalva), ainsi qu'une série de petites structures, dont cinq viendraient harnacher des affluents de l'Usumacinta. L'achèvement de ces projets est prévu par la CFE pour 2017 (SENER, 2008).

Des enjeux majeurs et contradictoires : le barrage, un paradoxe géographique.

L'enjeu central d'un projet de barrage dans la région reste l'hydroélectricité : la CFE, à travers ses différentes études, a identifié 38 sites potentiels sur le cours de l'Usumacinta pour la construction de barrages hydroélectriques (Amezcu et al., 2007), ce qui montre le potentiel du fleuve en la matière : son bassin constitue près de 30 % des réserves d'eau douce du Mexique : il draine 42 % de la surface du Guatemala et près de 35 % de ses eaux de surface (López Choc, 2002). Les deux pays ont un besoin crucial d'énergie pour pouvoir mener à bien les objectifs de développement économique qu'ils se sont fixés, notamment à travers le processus du PPP. Le Mexique, qui connaît l'énorme potentiel de l'Usumacinta depuis les années 60, ne peut plus se passer d'une exploitation hydroélectrique du fleuve. Les autres grands cours d'eau du pays font face à de nombreux problèmes de

surexploitation, et le Nord présente un déficit d'eau accru et un besoin d'énergie toujours croissant (López Pérez, 2003). Au Guatemala, 30 années de guerre civile, les répressions meurtrières et l'exode massif qui s'en suivirent prirent fin en 1996, laissant un pays à reconstruire tant sur le plan matériel que social. Aussi, malgré une méfiance traditionnelle et des réticences face au déséquilibre du partenariat que représente le projet, le pays ne peut se passer de cette opportunité.

La production d'énergie dans le Sud mexicain vient répondre à une volonté de mise en valeur des ressources de la région dans l'optique d'une croissance économique nationale, comme nous l'avons vu précédemment. La région constitue un potentiel de croissance pour un pays dont le miracle économique s'essouffle. Les conditions de vie y sont les plus basses du pays, un différentiel permettant de reproduire le système des *maquiladoras*, devenu moins intéressant dans le Nord à cause de l'augmentation des salaires. Le Sud présente une main d'œuvre abondante et excellent marché, des ressources hydriques considérables et un potentiel énergétique important, trois avantages comparatifs essentiels à l'attraction d'investissements. De plus, le sous-sol du bassin de l'Usumacinta recèle d'importants gisements de pétrole et de gaz qui sont exploités pour la plupart en aval, mais restent en cours d'exploration en amont. La compagnie semi-publique mexicaine PEMEX contrôle l'ensemble des gisements de la zone, au Guatemala comme au Mexique, et nécessite un apport énergétique considérable pour pouvoir mettre les nombreux sites repérés en exploitation. Aussi, d'un point de vue économique, ce projet constitue-t-il une carte essentielle pour le Mexique. Une telle réalisation permettrait à ce pays d'asseoir son statut de leader centraméricain à travers le SIEPAC, de mettre enfin à profit un fleuve et une région sous-exploités et de consolider le monopole pétrolier sur des gisements dont l'abondance et la taille varient selon les sources, depuis une importance modérée (selon la CFE), jusqu'à des réserves majeures selon certains spécialistes (Barreda, 2006).

Les enjeux liés à l'importance et à la position stratégique de l'Usumacinta, sixième fleuve latino-américain en terme de débit, sont multiples. Tout d'abord, pour le Guatemala, se pose un problème d'indépendance et de souveraineté, car presque la moitié de son territoire fait partie de ce bassin versant international partagé avec un voisin disproportionnellement puissant et avec lequel les relations

superficie passerait de 56 000 ha dans le scénario maximal à 1679 dans celui revu à la baisse (Amezcu et al., 2007).

diplomatiques restent froides. Un complexe hydroélectrique international à la frontière constitue un risque d'ingérence certain, la CFE, et donc le Mexique, étant les instigateurs du projet. Pour le Guatemala, il constitue à la fois un risque et une opportunité : un projet binational viendrait renouer des liens diplomatiques pour le moins distants et permettrait le début d'une véritable collaboration. Cependant, la relation reste très inégale, et l'attitude univoque et autoritaire adoptée par le Mexique montre la volonté de ce dernier d'affirmer sa position de leader incontesté en Amérique Centrale. Entre investissement et retrait, le Guatemala présente une attitude inconstante face au projet. Il reste exclu de la conception et du noyau décisionnel, assumés par la CFE, et constitue, finalement, un acteur secondaire du processus.

Pour le Mexique, l'enjeu est de taille : l'Usumacinta est le dernier fleuve non harnaché du pays, et, paradoxalement, celui qui présente le plus fort débit. Capricieux, il se caractérise par un régime contrasté de climat tropical de mousson, dont l'irrégularité saisonnière du débit est accentuée par une forte déforestation en amont. Si le Grijalva, l'autre grand fleuve du Chiapas, est contrôlé par quatre barrages hydroélectriques, l'Usumacinta fournit 73 % des eaux de surface du Tabasco, que ses crues inondent régulièrement. Au 31 octobre 2007, lors d'une crue particulièrement spectaculaire, on estimait que 70 % du Tabasco se trouvait sous l'eau, et que les dégâts et pertes provoqués s'élevaient à plus de 700 millions de dollars. À la suite de ces observations, le Collège des Ingénieurs Civils du Mexique soulignait, dans son rapport sur la catastrophe, « la nécessité d'un investissement majeur en termes d'infrastructures (...) pour prévenir les désastres et contribuer à un développement économique soutenable. » (Colegio de Ingenieros Civiles de México, 2007).

La question qui se démarque sur le plan médiatique reste l'aspect environnemental et patrimonial du projet. La première version de celui-ci impliquait une catastrophe écologique et culturelle par l'inondation de 700 km² et de plus de 18 sites archéologiques majeurs connus, sans compter ceux qui n'ont pas encore été découverts. Même dans sa version corrigée, et bien que l'aire d'inondation soit cette fois réduite au scénario minimal, 6 de ces sites sont menacés. C'est, au-delà de la perte patrimoniale, l'équilibre du fleuve qui est menacé, particulièrement dans sa partie aval, exclusivement mexicaine, où l'Usumacinta se

convertirait en « fleuve mort » (Mc Cully, 2001), et les écosystèmes qui en dépendent, notamment ceux de la Laguna Términos, se trouveraient profondément affectés. En amont, c'est l'*arroyo Macabillero*, qui subirait une montée de ses eaux, inondant une partie de la réserve de la Biosphère de la Sierra Lacandón, au Guatemala, ainsi que que le site archéologique Macabillero serait inondé.

De plus, la région du sud du Mexique et le nord du Guatemala se caractérise par le nombre et la variété d'aires protégées. Depuis les années 1960 et 1970, la création de parcs est devenue une stratégie territoriale essentielle de la région. Ce processus s'est accéléré avec le PPP et son volet environnemental, le Corridor Mésoaméricain, un vaste réseau d'aires protégées censé assurer la continuité entre les écosystèmes. En pratique, la création d'une aire protégée est devenue un outil privilégié de mise en valeur des intérêts de chacun. Aussi les acteurs territoriaux investissent le discours environnemental pour défendre leurs intérêts. En résulte une anarchie du secteur, partagé entre une bureaucratie lourde⁷, des ONG locales ou internationales (Pronatura Chiapas, Conservation International) ou des municipes et communautés, chacun utilisant la protection de l'environnement pour faire valoir ses intérêts territoriaux. Le Guatemala protège l'ensemble de sa frontière nord de son puissant voisin comme de la déforestation ; l'État fédéral mexicain protège ses intérêts pétroliers à travers la proposition de création de la réserve fédérale Yaxbé, en 1992 (Barreda, 2006) ; les communautés se protègent du gouvernement fédéral en créant leur propre réserve municipale, La Cojolita, concurrente de Yaxbé et qui conduit à l'annulation du projet fédéral.

Aussi, le projet de Tenosique, qui vient s'insérer dans ce canevas complexe et conflictuel, peut-il être envisagé d'un point de vue territorial. En effet, un autre des enjeux majeurs de ce projet est la position hautement stratégique de l'Usumacinta. Son bassin compte 550 des 950 km de frontière entre le Mexique et le Guatemala, et le fleuve lui-même en définit 198 km. Depuis le site de Boca del Cerro, qui marque la fin de l'encaissement du moyen bassin pour les plaines de l'aval, jusqu'au site de Yaxchilan, ce sont 80 km du fleuve qui sont jalonnés par les cinq barrages du projet, dont 65 sur la frontière délimitée par le fleuve. Cette

⁷ Ministère de l'environnement et des ressources naturelles (SEMARNAT) et Conseil national des aires naturelles protégées (CONANP)

frontière est cruciale à tous les points de vue et à toutes les échelles. Elle constitue une limite entre l'Amérique du Nord et l'Amérique centrale, entre la zone de libre-échange de l'ALENA (Accord de Libre-Échange Nord-Américain) et le Sud : elle matérialise l'asymétrie économique, sociale et culturelle qui scinde le continent et joue un rôle majeur à une échelle continentale. Mal contrôlée, elle est très poreuse, et compte parmi les voies principales de flux de migration illégale et de narcotrafic, deux des chevaux de bataille de la politique étrangère américaine en Amérique centrale (Villafuerte Solis, 2007).

Cette priorité de contrôle territorial s'applique aussi à des enjeux nationaux ou locaux, tout particulièrement dans le contexte d'instabilité et d'ingouvernabilité de la région, contexte dû à deux composantes principales : les séquelles de trente ans de guerre civile au Guatemala (conflit ayant pris officiellement fin en 1996), et une insurrection zapatiste muée en conflit latent dans un territoire sous tension permanente depuis 1994. Entre des communautés zapatistes, des réfugiés guatémaltèques dont le processus de réinstallation pose beaucoup de problèmes et des paysans à la recherche de terres et des communautés autochtones tentant de faire valoir leurs droits ancestraux, la partie haute-moyenne du bassin de l'Usumacinta est devenue la plus peuplée (entre 1,5 et 2 millions d'habitants) et présente un haut degré d'ingouvernabilité et de tensions foncières. Déjà prise en tenaille entre la réserve de la biosphère, au Nord, et la frontière, cette bande territoriale constitue un noyau de l'insurrection zapatiste. Le complexe de cinq barrages permettrait alors un contrôle territorial étendu au cœur de cette zone instable, entre les communautés zapatistes au Mexique et la réserve de la sierra Lacandón au Guatemala. En effet, la construction d'un complexe tel que celui-ci signifie le développement de voies d'accès et de communication, l'intrusion des acteurs institutionnels, mais aussi de l'armée et de la contre-insurrection. À travers le pavement de la route frontalière et avec l'établissement de parcs naturels fédéraux, l'accès des forces armées a été grandement facilité dans la zone, et un complexe de cinq barrages viendrait, d'un point de vue stratégique, « boucler » un territoire d'une importance cruciale pour le Mexique (guérilla, pétrole, frontière et ressources en eau).

La question d'un barrage sur l'Usumacinta est donc liée à des enjeux majeurs d'un point de vue local comme global. Chacun de ces enjeux présente, de plus, un aspect

symbolique important. Pièce majeure du réseau SIEPAC, le projet représente les forces intégratrices du PPP, une globalisation rejetée par un large pan de l'opinion publique des pays d'Amérique Centrale. « Barrage Pemex », il exprime l'exploitation inéquitable des richesses de la région. Complexe territorial, il marque la volonté politique de contrôle de la frontière et du Chiapas, et constitue un geste fort vis-à-vis des communautés zapatistes voisines. Élément perturbateur d'un point de vue environnemental, il symbolise l'antagonisme entre exploitation et conservation, débat récurrent depuis le second temps du projet, au début des années 80.

Un haut lieu territorial

Un ouvrage tel qu'un grand barrage est un projet de large envergure qui s'insère dans une vision globale, dans un projet national ou international à long terme. Exogène, il ne s'accorde pas nécessairement au territoire qu'il vient profondément modifier à tous points de vue : environnemental, économique, politique. Il constitue donc un point de friction entre le réseau auquel il appartient et le territoire, que Jacques Lévy (1999) nomme haut lieu, où se condense et se concentre l'ensemble des réalités et des enjeux qui constituent les deux entités en contact. Dans le cas du projet de Tenosique, les réseaux d'acteurs entrent en contradiction fondamentale, et le barrage constitue alors un paradoxe entre trois pôles d'intérêts cristallisés autour de trois paradigmes discursifs : la Nature, la Nation, la Communauté. Chacun de ces réseaux s'organise en transcendant les échelles. Les communautés affectées (23 au total, soient 25 000 personnes) se sont assimilées à des réseaux plus vastes de résistance aux barrages hydroélectriques⁸, eux-mêmes intégrés dans un mouvement continentalisé et très actif de résistance aux forces intégratrices et à la globalisation capitaliste. Du point de vue de la conservation environnementale, la confusion est grande, nous l'avons vu, entre les acteurs locaux (ONG et institutions locales) et les intervenants extérieurs au territoire, globaux (ONG internationales, agences étrangères, experts et scientifiques), tous étant présents de manière plus ou moins directe dans les problématiques environnementales du bassin. Du côté de l'État, les réformes de déconcentration, l'intégration des questions

⁸ Mouvement mexicain des victimes des barrages et de défense des fleuves (MAPDER), Front Petenero contre les barrages (FPR)

environnementales dans l'organigramme institutionnel et l'application des principes de transparence et de redevabilité, sont des éléments centraux des discours et des politiques mexicaines depuis au moins 10 ans ; cependant, ils ne sont pas concrètement appliqués. Le projet est en effet porté par la CFE et la Secretaría de Energía, Minas e Industria Paraestatal (SEMIP), deux organismes fédéraux. Ni les institutions de gestion environnementale (SEMARNAT et CONANP), ni le conseil de bassin versant, ni les institutions démocratiques (municipalités, conseils de développement, États du Chiapas et du Tabasco) ne sont inclus. Aussi, les canaux de redevabilité du local au global sont court-circuités, allant à l'encontre non seulement des discours officiels, mais surtout des positions et exigences des bailleurs de fonds, mettant le gouvernement fédéral mexicain dans une position de porte-à-faux.

La contraction du local et du global chez les environnementalistes a permis une réaction efficace et rapide contre les projets de barrages, comme le 31 mars 1987, où la mobilisation de personnalités publiques avait conduit à la parution d'un article dans le New York Times, intitulé « Don't flood the Mayan Vatican », et ainsi porté le débat à une échelle continentale. C'est la même stratégie du court-circuit qu'applique le *Grupo de los Cien*, en 1992 et en 2002, lorsqu'ils interpellent directement les présidents mexicains Salinas de Gortari et Fox. De manière similaire, le principe de solidarité prévalant dans les organisations altermondialistes soutenant les communautés affectées a globalisé le problème, le rendant l'affaire de tous.

Le haut lieu est donc ici conflictuel car il constitue le vecteur d'un antagonisme plus profond : celui du rapport entre l'État et un territoire qui remet en question sa pertinence et sa légitimité. Une forte identité autochtone, considérée comme un danger pour l'identité nationale ; le symbole que constitue l'Usumacinta, dernier fleuve non harnaché du Mexique, au cœur d'une région qui représente la dernière frontière, au sens où l'entend Turner, d'un pays tentant d'asseoir une autorité territoriale forte et un leadership centraméricain, sont les bases du paradoxe exprimé par le projet. En ceci, le barrage constitue un géosymbole, un « précipité territorialisant » (Bédard, 2002). Pour résumer, le barrage, en portant ces contradictions, exacerbe des positions déjà tranchées plus qu'il ne présente un terrain de conciliation. Il est, de plus, un des nœuds du réseau SIEPAC, symbole renvoyant ainsi à un

territoire en expansion, celui de la globalisation économique. Du point de vue mexicain, il est un pivot de stabilité et de développement, haut lieu d'un territoire national intégré, qui serait sous contrôle et mis en valeur. Il constitue enfin, pour ses contradicteurs écologistes, une menace pour l'Usumacinta, qu'il s'agit alors de protéger de l'agression. Cette personnification du fleuve est particulièrement notable dans la terminologie des défenseurs de l'environnement, qui placent l'intégrité de l'Usumacinta au cœur du problème. Homero Aridjis (2002) titre un article sous forme de réquisitoire contre le projet par cette allégorie : « Fox contre l'Usumacinta », une opposition rhétorique elle-même symbolique, le président Vicente Fox incarnant les forces intégratrices qu'il a servies durant son mandat, tandis que le fleuve est fait le porte-parole d'une Nature bafouée. Cette opposition, par son aspect hautement symbolique et universel, se place d'emblée dans une optique globale, et globalisante. Le débat s'organise alors entre deux pôles principaux qui opposent conservation et développement, marginalisant ainsi des communautés et intérêts locaux, tantôt assimilées à l'idée d'un éden sur le point de disparaître, tantôt accusées de vouloir le détruire, ou de ne pas être conscientes d'enjeux les dépassant.

En conclusion se pose la question de l'avenir du projet de Tenosique, cet objet particulier, encore virtuel et déjà haut lieu d'un territoire sous tensions, une « concrétion d'espace-temps » (Bédard, 2002), mettant différentes territorialités et temporalités sur le même plan. Cette confusion des échelles, des enjeux et des niveaux concret et symbolique rend la mise en place d'une gouvernance fonctionnelle impossible. En isolant ce projet de la gouvernance territoriale et environnementale, déjà aux prises avec de fortes incohérences, en l'excluant des processus démocratiques qui viendraient justifier et entériner une éventuelle décision, le gouvernement mexicain, de même que ses opposants écologistes, décrédibilisent le débat et maintiennent le statu quo. Seule, l'option d'une dynamique démocratique prenant en compte la complexité et l'aspect crucial des problématiques soulevées et respectant les engagements pris par les gouvernements et la communauté internationale en matière de gouvernance environnementale constituerait une perspective constructive et pourrait déboucher sur une négociation viable et acceptable par chacune des parties.

Remerciements

Au Pr. Frédéric Lasserre, ainsi qu'à Messieurs Valéry Gond (CIRAD, France) et Martin Hébert (Université Laval), de même qu'au fonds de soutien au doctorat de l'Université Laval.

Bibliographie

- Amezcuca, I., G. Carreón, J. Márquez, R. M. Vidal, Irene Burgués, S. Cordero, J. Reid, 2007, Tenosique : análisis económico-ambiental de un proyecto hidroeléctrico en el río Usumacinta : Conservation Strategy Fund.
- Aridjis, H., 2002, Fox contra el Usumacinta. Reforma, 13 octobre 2002.
- Barreda, A., 2006, El petróleo de Chiapas. [En ligne] URL : <http://www.oilwatchmesoamerica.org> , Consulté le 12 septembre 2009
- Bédard, M., 2002, Une typologie du haut-lieu, ou la quadrature d'un géosymbole. Cahiers de Géographie du Québec, vol.46(127), pp. 49-74.
- Caire Martinez, G., 2005, Conflictos por el agua en la cuenca Lerma-Chapala, 1996-2002. Región y Sociedad, vol. XVII(34), pp. 74-123.
- Colajacomo, J., 1999, The Chixoy dam: the Maya Achi' genocide. the story of forced resettlement. Cape Town, Afrique du Sud : World Commission of Dams.
- Colegio de Ingenieros Civiles de México (2007). Inudaciones en la planicie costera de los estados de Tabasco y Chiapas en octubre y noviembre de 2007. 2007. México D.F.
- Dubar, C., 1969, La méthode de Marcel Mauss. Revue française de sociologie, vol. 10, no 4, pp. 515-521.
- García, A., 2005, La política hidráulica en Chiapas y Tabasco: 50 años perdidos para el desarrollo de la región y su gente. In Kauffer Michel, É. F. (Éd.), El agua en la frontera México-Guatemala-Belice (pp. 117-145). San Cristóbal de las Casas, Chiapas, Mexique: El Colegio de la Frontera Sur/Universidad Autónoma de Chiapas.
- Hamann, R. et T. Ankersen, 1996, The Usumacinta river: Building a framework for cooperation between Mexico and Guatemala. Gainesville, Floride: Center for Governmental Responsibility.
- Kauffer Michel, É. F., 2008, Transboundary river basins in Southern Mexico: water issues and constraints in international relations, 13ème Congrès Mondial de l'Eau. Montpellier.
- Lévy, J. (Éd.), 1999, Le tournant géographique. Paris : Belin.
- López Choc, F., 2002, Capital hídrico y usos del agua en Guatemala. Proyecto Dialogo Regional de Agua y Clima. Guatemala: Comité Regional de Recursos Hidráulicos.
- López Pérez, M., 2003, Cambio en el paradigma de la gestión del agua en México, III Congreso Latinoamericano de Manejo de Cuencas Hidrográficas. Arequipa Perú.
- Mc Cully, P., 2001, Silenced rivers. The ecology and politics of large dams. Londres et New York: Zed Books
- Otero, G., 2004, Adios al campesinado? Democracia y formación política de las clases en el México rural. (Miguel Agel Porruae éd.). México D.F.
- Secretaria de Energia, 2008, Prospectiva del sector eléctrico 2008-2017. México D.F.

Villafuerte Solis, D., 2007, The southern border of Mexico in the age of globalization. In Brunet-Jailly, E. (Éd.), Borderlands (1e éd.) (pp. 351-358). Ottawa, Canada: Université d'Ottawa.